

14 mars 2007



ACTUALITÉ



ECONOMIE

Zone franche, histoire d'un couac

Muet après un article de "l'Express" et le questionnement du "Journal de l'île" au sujet d'une éventuelle remise en question de sa promesse électorale d'instaurer une zone franche globale dans les Dom, Nicolas Sarkozy a finalement réagi hier après la lecture d'un article paru dans nos colonnes en assurant que le projet demeurerait l'une de ses priorités. Cafouillage de fond ou de forme simplement ? L'avenir le dira peut-être.

[14 mars 2007]

"Le projet de zone franche globale dont Nicolas Sarkozy est le concepteur demeure plus que jamais l'une des priorités du programme pour la France d'outre-mer." Branle-bas de combat, hier, dans l'équipe de campagne de l'UMP. La mise au point s'est voulue très ferme après la lecture de l'article du Journal de l'île qui annonçait le recul du candidat à la présidentielle sur sa promesse d'instaurer une zone franche globale dans les Dom s'il était élu. Selon Nassimah Dindar, la présidente du conseil général, justement à Paris, hier, et sans doute gênée aux entournures par cette tâche médiatique des tropiques, le staff de Nicolas Sarkozy semblait même "offusqué". Une réaction d'autant plus surprenante que, contacté le 5 mars par le Journal de l'île par l'intermédiaire de son attachée de presse, Véronique Waché, Nicolas Sarkozy n'avait pas répondu à nos interrogations sur le sujet. Aucun démenti non plus n'avait été apporté aux propos de la journaliste économique de l'Express, Corinne Lhaïk, qui expliquait dans un article daté du 21 février dernier que l'équipe budgétaire de l'UMP, rassemblée autour de Pierre Méhaignerie, avait freiné les dépenses du candidat à la présidentielle. L'hebdomadaire affirmait que ce dernier, contraint de ne retenir qu'une série de mesures prioritaires, avait repoussé certains engagements pris lors de ses discours, et notamment la création d'une zone franche globale dans les Dom. Des informations reprises par notre journal sans que l'UMP daigne alors les confirmer ni les infirmer. Il aura fallu donc, dans un contexte préélectoral de plus en plus tendu, un article du Journal de l'île pour que le candidat UMP nie enfin clairement toute reculade et "réaffirme son entière volonté de conduire son projet de zone franche dans une relation de confiance avec les acteurs économiques et politiques des Dom en général et de La Réunion en particulier". Le service com' et l'équipe budgétaire de Nicolas Sarkozy prendront acte. Et nous aussi.

Séverine Dargent